



**EXPERTISE
COMPTABLE**

Muriel Dutrieux

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

ASSOCIATION CIDFF HAUTS DE SEINE/SUD
Association loi 1901

Siège Social :
1 rue Hevin
92140 CLAMART

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Versailles, le 7 mai 2025

81 rue de Montreuil – 78000 Versailles T +33 1 39 20 71 85
m.dutrieux@dexpertisecomptable.fr - www.dexpertisecomptable.fr

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de la région Île de France et à la CRCC de Versailles - SAS au capital de 10000 € - RCS Versailles 811 833 870
NAF 6920Z – TVA intra-communautaire FR 14 811833870



EXPERTISE
COMPTABLE

Muriel Dutrieux

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'association CIDFF

1 rue Hevin

92140 CLAMART

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CIDFF CLAMART relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

MD

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles

Le 7 mai 2025



D EXPERTISE COMPTABLE SAS
représenté par
Muriel DUTRIEUX



Bilan

1er janvier au 31 décembre 2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréc.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	12 126 €	10 439 €	1 687 €	3 080 €
Immobilisations financières				
Total (I)	12 126 €	10 439 €	1 687 €	3 080 €
Comptes de liaison				
Total (II)				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes				
Créances :				
→ Créances et comptes rattachés	5 072 €		5 072 €	10 880 €
→ Autres (subvs CDAD, CAF, CR IdF, communes):	72 196 €		72 196 €	20 341 €
Valeurs mobilières de placement	200 000 €		200 000 €	
Disponibilités :	227 245 €		227 245 €	383 522 €
• Livret	82 808 €		82 808 €	80 396 €
• Compte courant	144 060 €		144 060 €	302 904 €
• Caisse	377 €		377 €	222 €
Charges constatées d'avance	1 936 €		1 936 €	2 741 €
Total (III)	506 449 €		506 449 €	417 484 €
TOTAL GENERAL	518 575 €	10 439 €	508 136 €	420 564 €

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
	Net	Net
Fonds associatifs		
Fonds propres	20 000 €	20 000 €
Fonds avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	280 000 €	234 829 €
Résultat de l'exercice	60 561 €	45 171 €
Total (I)	360 561 €	300 000 €
Comptes de liaison		
Total (II)	0 €	0 €
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	0 €	0 €
Provisions pour charges		
Total (III)	0 €	0 €
Fonds dédiés		
Sur subvention de fonctionnement	9 542 €	22 000 €
Total (IV)	9 542 €	22 000 €
Dettes		
Emprunts et dettes financières		
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs	9 775 €	8 017 €
Dettes sociales et fiscales	115 782 €	89 547 €
Produits constatés d'avance	12 476 €	1 000 €
Total (V)	138 033 €	98 564 €
TOTAL GENERAL	508 136 €	420 564 €

Date : 22 mai 2025

Nom et Fonction : Philippe le Perchec - Président CIDFF 92 / Sud

Compte de résultat au 31 décembre 2024

Charges		Produits	
60 Achats	2 877 €	70 Prestations de services	38 616 €
Matières premières		Prestation "Conseil conjugal"	390 €
Eau, énergie		Prestation "Médiation familiale"	8 681 €
Entretien et de petit équipement	43 €	Interventions extérieures	29 545 €
Fournitures administratives	2 834 €	74 Subventions d'exploitation	654 730 €
Autres fournitures		➤ Etat	255 545 €
		DRDFE - Information juridique	51 933 €
61 Services extérieurs	7 475 €	DRDFE - EVARS	40 000 €
Locations mobilières		DRDFE - Insertion professionnelle	20 000 €
Crédit bail photocopieur		DRDFE - Actions spécifiques	14 000 €
Entretien, réparation, maintenance	1 214 €	DRDFE - Revalorisation salariale 2023/24	29 552 €
Assurances	915 €	DRIEETS - BOP 104	30 000 €
Documentation	3 414 €	CDAD	39 060 €
Frais de colloque, séminaire	1 932 €	ANCT	6 000 €
		FIPD	6 000 €
		FDVA	9 000 €
62 Autres services externes	37 959 €	MILDECA	10 000 €
Rémun d'intermédiaires	9 474 €	➤ Région	6 000 €
Honoraires	16 595 €	➤ Département	31 500 €
Communication	399 €	Conseil Départemental	20 000 €
Déplacements, missions, réceptions	4 791 €	CLSPD Boulogne Billancourt	6 000 €
Frais postaux et télécommunication	624 €	CLSPD Meudon	5 500 €
Services bancaires	308 €	➤ Communes	268 975 €
Tickets service CAP	2 071 €	Antony	4 300 €
Divers (dont contribution FRCIDFF)	3 697 €	Bagneux	14 100 €
		Boulogne Billancourt	131 000 €
		Bourg-la-Reine	2 000 €
		Châtenay-Malabry	3 000 €
63 Impôts et taxes	16 337 €	Châtillon	8 000 €
Impôts et taxes sur rémunérations	13 117 €	Clamart	22 000 €
Formation continue	3 220 €	Fontenay-aux-roses	7 000 €
		Issy-les-Moulineaux	18 000 €
		Le Plessis Robinson	7 200 €
		Malakoff	7 500 €
64 Charges de personnel	607 298 €	Meudon	31 500 €
Rémunération du personnel	445 595 €	Montrouge	8 000 €
Charges sociales	145 932 €	Sceaux	1 125 €
Autres charges de personnel	15 771 €	Vanves	4 250 €
		➤ Caisse d'Allocations Familiales	92 710 €
		CAF - Médiation familiale - PS	80 000 €
		CAF - Ateliers et webinaires juridiques	4 200 €
		CAF - Permanences juridiques	3 510 €
65 Charges de gestion courante	75 €	CAF - REAAP	5 000 €
Autres charges de gestion courante	75 €	75 Produits de gestion courante	205 €
		Cotisations et dons	197 €
66 Charges financières	0 €	Autres produits	8 €
67 Charges exceptionnelles	0 €	76 Produits financiers	2 412 €
68 Dotation amort et provisions	10 935 €	77 Produits exceptionnels	22 888 €
Amortissements mobiliers et provisions	1 393 €	78 Reprise FONDS DEDIES	22 000 €
Fonds dédiés	9 542 €	79 Transfert de charges et reprise provision	2 666 €
Total	682 956 €	Total	743 517 €
86 Contributions volontaires		87 Contributions volontaires	
Mise à disposition de locaux	21 341 €	Mise à disposition de locaux	21 341 €
TOTAL DES CHARGES	704 297 €	TOTAL DES PRODUITS	764 858 €
		RESULTAT :	60 561 €

Date : 22 mai 2025

Nom et Fonction : Philippe le Percec - Président CIDFF 92 / Sud

MD

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	12 126	10 439	1 687	0,33	3 080	0,73
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)	12 126	10 439	1 687	0,33	3 080	0,73
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 072		5 072	1,00	10 880	2,59
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	72 195		72 195	14,21	20 341	4,84
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	39,36		
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	227 245		227 245	44,72	383 522	91,19
Charges constatées d'avance	1 936		1 936	0,38	2 741	0,65
TOTAL (II)	506 449		506 449	99,67	417 484	99,27
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	518 575	10 439	508 136	100,00	420 564	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	20 000	3,94	20 000	4,76
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	280 000	55,10	234 829	55,84
Excédent ou déficit de l'exercice	60 561	11,92	45 171	10,74
Situation nette (sous total)	360 561	70,96	300 000	71,33
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	360 561	70,96	300 000	71,33
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	9 542	1,88	22 000	5,23
TOTAL (II)	9 542	1,88	22 000	5,23
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 775	1,92	8 017	1,91
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	115 783	22,79	89 547	21,29
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie	12 476	2,46	1 000	0,24
Produits constatés d'avance	138 033	27,16	98 564	23,44
TOTAL (IV)				
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	508 136	100,00	420 564	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		47								47		N/S	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		38 766				30 227				8 539		28,25	
- dont parrainages		150				175				-25		-14,28	
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		651 430				605 475				45 955		7,59	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		2 666				11 016				-8 350		-75,79	
Utilisations des fonds dédiés		22 000				18 785				3 215		17,11	
Autres produits		8				135				-127		-94,06	
Total des produits d'exploitation (I)		714 917				665 638				49 279		7,40	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		48 313				51 761				-3 448		-6,65	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		16 337				11 701				4 636		39,62	
Salaires et traitements		445 594				391 127				54 467		13,93	
Charges sociales		161 702				141 899				19 803		13,96	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		1 393				1 099				294		26,75	
Dotations aux provisions													
Reports en fonds dédiés		9 542				22 000				-12 458		-56,62	
Autres charges		75				3 159				-3 084		-97,62	
Total des charges d'exploitation (II)		682 956				622 745				60 211			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		31 961				42 893				-10 932		-25,48	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		2 412				2 278				134		5,88	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		2 412				2 278				134		5,88	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		2 412				2 278				134		5,88	

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 06/05/2025

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	34 373	45 171	-10 798	-23,89
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	26 189		26 189	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	26 189		26 189	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	26 189		26 189	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	743 517	667 917	75 600	11,32
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	682 956	622 745	60 211	9,67
EXCEDENT OU DEFICIT	60 561	45 171	15 390	34,07

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature		3 000		
Prestations en nature				
Bénévolat	21 341	20 884		
TOTAL	21 341	23 884		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	21 341	20 884		
Prestations				
Personnel bénévole		3 000		
TOTAL	21 341	23 884		

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 486 247,51 euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 51 148,51 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes ont été établis le 20/03/2025.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants:

Objet social

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles Hauts-de-Seine / Sud est une association loi 1901, créée en 1977, membre de la Fédération Nationale des CIDFF qui regroupe 103 associations réparties sur l'ensemble du territoire national.

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles -CIDFF 92 / Sud exerce une mission d'intérêt général confiée par l'Etat dont l'objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et des familles, de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et de lutter contre toutes les violences sexistes sous toutes ses formes.

Pour ce faire, le CIDFF 92 / Sud informe, oriente, accompagne les femmes et les familles, de manière globale, confidentielle et gratuite avec une réponse avant tout juridique dans les domaines de la parentalité, de la vie familiale et sociale.

Le CIDFF 92 / Sud est également membre actif de la Fédération Régionale des CIDFF d'Ile de France.

Par ailleurs, les régularisations de la CAF pour 2022 et 2023 ont été comptabilisées en produits exceptionnels pour un montant de 25.188,75 €».

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de:

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Amortissements des biens non décomposables:

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

Type	Durée
Matériel de bureau	de 02 à 03 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

MD

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

2.2.5 - Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Dons en nature: Mise à disposition de locaux pour 21341€

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 06/05/2025

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	12 126			12 126
Immobilisations financières				
TOTAL	12 126			12 126

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	9 046	1 393		10 439
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	9 046	1 393		10 439
TOTAL GENERAL (I+II)	9 046	1 393		10 439

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	5 072	5 072	
Charges constatées d'avance	1 936	1 936	
TOTAL	7 008	7 008	

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	71 400
Autres produits à recevoir	160
TOTAL	71 560

179

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	20 000				20 000
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	234 829	45 171			280 000
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	45 171		60 561	45 171	60 561
Dont générosité du public					
Situation nette	300 000	45 171	60 561	45 171	360 561
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	300 000	45 171	60 561	45 171	360 561
TOTAL dont générosité du public					

MD

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 06/05/2025

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	22 000		22 000		9 542	9 542	9 542
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	22 000		22 000		9 542	9 542	9 542

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	9 775	9 775		
Dettes fiscales & sociales	115 783	115 783		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	12 476	12 476		
TOTAL	138 033	138 033		

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 06/05/2025

5 - Notes sur le compte de résultat

Md

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 06/05/2025

6 - Autres informations**6.1 - Honoraires du commissaire au comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4320 euros.

MD